

## le bulletin de liaison



### L'industrie et les services publics sont indissociablement liés

L'été prend parfois des tournures de trêve estivale pour les batailles sociales, du moins médiatiques. Pourtant, on ne le dira jamais assez, les luttes sont bien là. Ici contre un accord de modulation, là contre une tentative de licenciement et ailleurs pour la prise en charge intégrale des frais de transports par l'employeur. Cette période est toujours celle de l'ambivalence : l'envie de partir, de profiter des congés (pour ceux qui ont cette chance !) tout en faisant face aux dépenses d'essence, d'énergie, d'alimentation.. Cette priorité, celle de la redistribution des richesses, est portée (et parfois gagnée concrètement) quotidiennement par notre syndicalisme de transformation sociale et d'action directe, par et pour les travailleurs. Pour autant, en regardant l'actualité du moment - en dehors de cette question nécessaire d'augmentation de salaires et de blocage des prix, notamment de l'énergie - du Gaz à l'essence en passant par l'électricité - il y a aussi beaucoup à apprendre. Prenons une information qui est restée presque inaperçue et dénoncée par SUD-PTT : la fin annoncée par la direction de la poste du J+1, du fameux timbre « rouge », principe même de l'égalité entre citoyens sur l'ensemble du territoire. Sous des prétextes écologiques, la poste avait instauré un second tarif, le timbre vert. C'est désormais ce dernier qui sera le seul et unique au 1er janvier 2023, avec des tarifs toujours aussi délirants pour des salariés sous-payés. L'alternative proposée par la poste, à savoir une vraie-fausse dématérialisation du

courrier par un envoi internet qui serait ensuite imprimé ressemble à une vaste blague. La poste, à travers son maillage, sa proximité sont pourtant l'une des conditions nécessaires à l'ancrage territorial des industries et à leur fonctionnement. La fin du timbre rouge va donc aux antipodes d'une réindustrialisation.

Second exemple, sur les incendies - à 90% dûs à l'activité humaine. Sans revenir sur le manque d'entretien de certaines forêts, c'est encore la baisse des dotations à l'ONF qui pose un souci ; c'est aussi le fruit de choix hasardeux de gestion (et de qui décide) sur des passages trop étroits pour les colonnes de camions (CCF). Il y a urgence à commander de nouveaux modèles, et mettre les moyens pour les entretenir. Là encore, la filière automobile / camions doit être soutenue notamment pour la protection civile en réorientant aussi l'utilisation : les canons à eaux pour les incendie plutôt que le maintien de l'ordre ! L'exemple récent de transformation d'un Airbus (A400M) en bombardier, au delà de l'aspect publicitaire et communication, souligne l'importance de l'industrie aéronautique et de l'utilisation sociale qui peut exister. Défendre les services publics, c'est défendre l'industrie et inversement. Que ce soit le tri et la distribution du courrier, la protection des populations et des moyens d'intervention, ou encore l'hôpital - la crise COVID l'a rappelée -, la défense de l'emploi et d'une industrie forte au service de la population est une priorité.

### La grève, c'est vraiment embêtant...

Quoi une grève la veille des vacances scolaires dans les transports ferroviaires ? Mais quelle *provocation* de la part des travailleurs du rail, et dont certains seraient « fonctionnaires » ?! Une autre grève dans les aéroports, qui touche autant le personnel dit naviguant que les bagagistes. Ici et là, et notamment dans l'industrie, des grèves éclatent, avec quasiment tout le temps en ligne de mire la redistribution des richesses via des augmentations générales uniformes. On

y découvre que la grève, effectivement, ça peut-être embêtant pour nous en tant que clients/usagers/consommateurs : mais c'est bien le but d'une grève, de bloquer l'outil de travail pour faire pression sur la direction. Alors c'est le prix à payer pour augmenter les salaires et améliorer nos conditions de vie ; D'ailleurs sans grève, nous n'aurions jamais eu de congés payés. Que ceux qui disent que la grève prend en otage leurs vacances y réfléchissent...



## Contacts utiles nationaux

### Union Fédérale SUD industrie

10, Avenue Rachel  
75018 Paris

[permanence@sudindustrie.org](mailto:permanence@sudindustrie.org)  
[www.sudindustrie.org](http://www.sudindustrie.org)

#### Trésorerie

Laurent Volonté - Céline Verneau  
Massimo d'Amato  
06.29.62.43.33

[tresorerie@sudindustrie.org](mailto:tresorerie@sudindustrie.org)

#### Vie interne - développement

Julien Gonthier (co-secrétaire)  
06.30.55.33.56

[gonthier@sudindustrie.org](mailto:gonthier@sudindustrie.org)

#### Formation syndicale

Bernard Guillerey  
Francis Fontana  
06.30.71.78.22

[formation@sudindustrie.org](mailto:formation@sudindustrie.org)

#### Juridique

Mohamed Khenniche  
Jérôme Lorton

[juridique@sudindustrie.org](mailto:juridique@sudindustrie.org)

#### Laïcité & lutte contre les discriminations

Francky Poiriez (coordination)  
06.50.00.91.72

[laicite@sudindustrie.org](mailto:laicite@sudindustrie.org)

#### International

Sami Hamida  
Marc Tzwangue (co-secrétaire)  
[international@sudindustrie.org](mailto:international@sudindustrie.org)

#### Boutique militante

Jérôme Massin  
[boutique@sudindustrie.org](mailto:boutique@sudindustrie.org)

#### Luttes

Florent Cariou  
07.86.15.86.84  
[luttes@sudindustrie.org](mailto:luttes@sudindustrie.org)

## CONGRES 2023

Maintenant, c'est officiel : le congrès de l'Union Fédérale SUD industrie, qui a lieu tous les trois ans, aura lieu au printemps prochain à Toulon. Co-organisé avec SUD Industrie 83, en plein développement, ce congrès sera le premier physique depuis 2017. Nous avons du, comme beaucoup à l'époque, tenir notre congrès 2020 en Visio-conférence, avec une séance de rattrapage physique en 2021. Plusieurs résolutions vont être travaillées : « négociations collectives », dont les conventions ; « pôle juridique » et « communication ». Des Ateliers également : « égalité », « accidents du travail » ou bien encore « quelles productions » avec un débat pour répondre aux besoins de la population. Outre ces sujets, le secrétariat sera aussi à renouveler en assurant le tuilage avec les deux nouveaux secrétaires. Le collectif d'animation de SUD industrie y travaille déjà.

## ON SE DEVELOPPE

Commençons tout d'abord par de nouvelles sections dans l'agroalimentaire : notre représentante Julie dans l'entreprise Bimbo spécialisée dans la boulangerie (SUD Industrie Francilien SIF) ou David à saveurs créoles (SUD Industrie Picardie). Côté BTP une nouvelle implantation chez Colas, toujours grâce au travail du SIF. Saluons aussi le résultat dans l'entreprise FlexNgate (SUD Industrie 59-62) avec plus de 24% des voix (soit 19 points en plus) grâce à un soutien important de national et du régional pour que cette section puisse gagner sa représentativité et obtenir plusieurs délégués CSE. Enfin, les élections se préparent chez NavalGroup avec l'objectif de gagner de nouvelles implantations, avec SUD industrie 16 et 83, dans le même temps que la branche de l'armement se structure dans notre Union grâce aux différentes implantations (Ariane Group, Arquus). Engagez-vous !

## CCN métallurgie : une formation sans précédent

Les 28, 29 et 30 juin se sont déroulées trois journées exceptionnelles de formation et de débats autour de la nouvelle convention collective de la métallurgie, signée par la CFDT, la CFE-CGC et FO. Pêle copie du projet patronal, cette nouvelle convention visant à niveler par le bas les acquis des différents territoires, avait également pour objet initial de remettre en cause la prime d'ancienneté. Outre différents aspects négatifs qui ont été balayés durant cette session co-organisée par l'IFESIS et REGARD SOCIAL, l'ordre du jour était fourni pour outiller les délégués : histoire de l'emploi et des classifications, des conventions, du contrat et l'articulation des différentes hiérarchies pour le premier jour. Les délégués ont ensuite été formés sur la méthode de l'UIMM de construction des métiers avec la cotation ainsi que les risques actuels et futurs ; la formation s'est terminée sur une troisième journée sur les réponses syndicales : notre capacité de résistance aux différents échelons (contrat individuel et négociation collective, CSE et CSSCT), aboutissant à la fois sur un tract et des pratiques à porter dans les entreprises. Alternant exercices pratiques en groupe, mise en commun et synthèse, l'équipe de formateurs se tient à disposition des syndicats pour développer et animer une formation adaptée à chaque entreprise, avec la prise en charge des frais pédagogiques par le CSE. Pilotée par le secteur formation, cette session montre le réactivité de l'Union Fédérale SUD Industrie sur un sujet brûlant chez tous les métallos !



## AGCO : une lutte emblématique de SUD Industrie Picardie

C'est à Beauvais, sur l'un des plus gros sites de fabrication de tracteurs d'AGCO (Massey Ferguson, avec 20000 véhicules/an) en Europe qu'une série de grèves a eu lieu début juillet. L'annonce des résultats records de l'entreprise (au niveau du groupe, hausse de 21% du CA à 11 milliards d'euros et 901 millions de bénéfices) grâce à la sueur des salariés - sans augmentation - a été le détonateur. Les salariés ont revendiqué plus de 5% d'augmentation et une prime d'intéressement de 600 euros pour 2022. Les grévistes (environ 400 ouvriers sur les 4 sites différents d'AGCO) ont eu satisfaction après 5 jours de grève ! La direction s'est également engagée à augmenter les salaires ensuite sur l'inflation si nécessaire : il faudra être vigilants. Seule la lutte paie !

## Contacts utiles (suite)

# Référent-e-s nationaux SUD Industrie dans les branches d'activités sous la responsabilité du collectif d'animation de SUD Industrie

### Automobile

Marc Tzwangue  
(Co-secrétaire)  
06 82 55 83 16

### Caoutchouc

Jean-Philippe Pinon  
(Porte-Parole CGN)  
06 17 27 23 20

### Agro-Alimentaire

Mickaël Ménard  
(membre du CASI)  
06 25 98 42 85

### BTP

Via la permanence nationale de SUD Industrie



## Branche AUTOMOBILE

La situation dans l'automobile continue de s'aggraver. En plus des restructurations / délocalisations vient se greffer une pénurie de composants électroniques et autres pièces venant surtout de Chine. En plus d'impacter l'emploi et d'entraîner la perte de savoir-faire ou de solutions industrielles, les délocalisations tirent vers le bas les salaires. L'inflation explose à plus de 5% par an et les salaires continuent à stagner. Trop c'est trop. SUD Industrie sera à l'offensive dès la rentrée pour exiger des augmentations conséquentes des salaires et la délocalisation de la fabrication des pièces et composants automobiles. N'attendons pas les sempiternelles journées nationales d'action saute-mouton ; le plus tôt possible essayons de mobiliser nos collègues pour qu'ensemble nous allions réclamer notre dû. Les salariés du nettoyage de PEI dans l'automobile ont montré que la détermination paie.



### Horse et Ampère : le cheval de bataille de De Meo crée des tensions

C'est encore par la presse que nous avons appris que Luca De Meo et Thierry Frenet, le nouveau directeur financier, avaient rencontré fin mars des analystes de la banque d'affaires américaine Morgan Stanley pour leur présenter le projet de démantèlement de Renault en plusieurs entités. Vendredi 8 avril lors du « All Staff Meeting » de Flers, Gilles Le Borgne, interrogé par un élu SUD, a répondu à ce sujet : « Ça va être un projet de démantèlement d'une « étude exploratoire ». Pourtant depuis, il ne se passe pas une semaine sans annonce dans la presse qui fait référence à une possible mise en œuvre de ce projet d'offre entité regroupant les activités électriques et Mobiles (ce qui portera le nom de « Ampère » ou « New Mobility » selon l'agence de presse Bloomberg) et à un transfert des activités Thermiques et Hybrides dans une autre entité (nommée « Horse ») ou Renault (Bloomberg) en cours de vérification. Vous chère collègue pour l'essentiel.

Un démantèlement aux conséquences énormes pour les salariés  
En cas de scission, les accords d'entreprise qui déterminent les droits des salariés (emploi, salaires, temps de travail, mutuelle...) seraient entièrement revus au moment de leur transfert dans une nouvelle entité, comme c'est le cas pour les salariés de Renault Trucks, Renault et Renault Trucks qui ont été transférés chez FAW en utilisant l'article 1225 du Code de Commerce, la mise en liquidation de Renault New Mobility et la vente de ses activités Thermiques et Hybrides permettant à Renault d'obtenir du cash. Mais quel avenir pour les salariés qui travaillent sur la Thermique et les Hybrides, alors que Horse serait délocalisée hors de France selon la presse ? Quelles seront les possibilités de reconversion vers Ampère lorsque leur travail sera terminé et que la branche sera liquidée ? Quel avenir pour les sites d'Aubagne et de Lardy ? Pour en savoir plus sur ces projets, pour défendre les intérêts de nos collègues qui ne conduisent pas à réduire nos droits, à imposer à des salariés des transferts vers d'autres sociétés ou filiales et à réduire encore davantage les emplois, il faudra que nous prenions nos affaires en main et nous mobilisions.

SUD Renault Lardy

SUD eaux de Volvic

### Accélération de la réduction des effectifs !

Le 10 septembre 2022, CAPeaux, une filiale de SUD, a été créée par la mise en œuvre de la loi de sécurisation de l'emploi (LSE) et de la loi de programmation relative à la croissance et à l'emploi (LCR). Cette loi a permis de créer une nouvelle entité juridique, CAPeaux, qui va regrouper les salariés de SUD travaillant sur les sites de Volvic et de Lardy. Cette opération a été réalisée dans le cadre d'un accord de démantèlement de SUD, signé le 10 septembre 2022.

**Calendrier prévisionnel des réunions importantes :**

- 10 septembre 2022 : Réunion de concertation avec les représentants du personnel de CAPeaux.
- 14 septembre 2022 : Réunion de concertation avec les représentants du personnel de CAPeaux.
- 18 septembre 2022 : Réunion de concertation avec les représentants du personnel de CAPeaux.
- 22 septembre 2022 : Réunion de concertation avec les représentants du personnel de CAPeaux.
- 26 septembre 2022 : Réunion de concertation avec les représentants du personnel de CAPeaux.
- 30 septembre 2022 : Réunion de concertation avec les représentants du personnel de CAPeaux.

## Branche AGRO-ALIMENTAIRE

S'il y a bien un secteur où l'inflation, aux côtés de l'énergie, s'observe tous les jours, c'est celui de l'agro-alimentaire : et pourtant, bien qu'une partie des matières premières augmente, cette soudaine envolée des prix est aussi un effet d'aubaine et une volonté de conserver ou d'augmenter les marges des directions d'entreprises, au détriment des salariés. En effet, à part l'augmentation liée au SMIC, la plupart des entreprises continuent une politique de bas salaires, de cadences infernales, avec une forte précarité et un turnover important. Dans un secteur aussi stratégique, il est urgent d'augmenter les salaires pour faire face aux difficultés de recrutement et revoir les cycles de travail. Mais la crise actuelle doit rappeler la nécessité de localisation des produits et des matières premières essentielles : les pénuries de moutarde viennent rappeler que le système capitaliste mondialisé ne permet pas de faire face aux crises, au contraire.



## Branche CAOUTCHOUC

La coordination SUD-Solidaires Caoutchouc s'est réunie début juillet pour dresser un bilan de son action, notamment dans le cadre de la convention collective. Lutte pour l'augmentation des salaires - à travers les minimas hiérarchiques, saisine du ministère du travail sur les dysfonctionnements des instances ou bien encore défense des intérêts des salariés sur la formation professionnelle et l'ensemble des sujets. Avec des implantations fortes et variées (Michelin, Hutchinson, Dunlop, etc.), notre coordination a également décidé de continuer son plan de développement pour 2022-2023. Avec un objectif : plus nous serons nombreux, plus nous pourrions défendre et gagner dans les entreprises et dans la branche de nouveaux droits en portant un syndicalisme à la fois de lutte, démocratique et constructif. À noter également notre présence lors de la future AG de l'OPCO en septembre, pour continuer à défendre l'idée de reconnaissance à travers la qualification et donc du salaire, avec des embauches.



### L'autre syndicat

Deuxième budget « salaires 2022 » pour près de 13 000 salariés !

80% d'augmentation des salaires

Le 10 septembre 2022, CAPeaux, une filiale de SUD, a été créée par la mise en œuvre de la loi de sécurisation de l'emploi (LSE) et de la loi de programmation relative à la croissance et à l'emploi (LCR). Cette loi a permis de créer une nouvelle entité juridique, CAPeaux, qui va regrouper les salariés de SUD travaillant sur les sites de Volvic et de Lardy. Cette opération a été réalisée dans le cadre d'un accord de démantèlement de SUD, signé le 10 septembre 2022.

AGENTS	TAUX DE JAVIER	RENTREMENT MOYEN EN 2022
AGENTS	100%	100%
COLLABORATEURS	100%	100%
CADRES	100%	100%

Le 10 septembre 2022, CAPeaux, une filiale de SUD, a été créée par la mise en œuvre de la loi de sécurisation de l'emploi (LSE) et de la loi de programmation relative à la croissance et à l'emploi (LCR). Cette loi a permis de créer une nouvelle entité juridique, CAPeaux, qui va regrouper les salariés de SUD travaillant sur les sites de Volvic et de Lardy. Cette opération a été réalisée dans le cadre d'un accord de démantèlement de SUD, signé le 10 septembre 2022.

SUD-Michelin